



Conseil régional
Groupe FRONT DE GAUCHE
PCF et République & socialisme

COMMISSION PERMANENTE DU 27 MAI 2020

Rapport n° CP 2020-155

MODERNISATION DU RÉSEAU FERROVIAIRE FRANCILIEN

Amendement

Un article formulé de la façon suivante est ajouté à la délibération :

« Mandate la Présidente de la Région Ile-de-France pour exiger auprès de l'État l'abandon immédiat et définitif du projet CDG Express »

Exposé des motifs

Abandonner immédiatement et définitivement l'inutile CDG Express

La crise sanitaire, sociale et économique actuelle confirme l'urgence de stopper définitivement le projet CDG Express. Début 2019 des centaines d'élus de tous bords politiques, des responsables d'associations, des syndicalistes ont demandé au Préfet de région et au Ministère des transports d'abandonner le CDG Express, et exigé la priorité aux transports du quotidien. Cet appel résonne avec force alors de nombreuses voix s'élèvent pour demander que le « jour d'après » ne ressemble plus à ce que nous avons connu ces dernières décennies, en matière sociale, environnementale ou d'aménagement du territoire, pour sortir des politiques néolibérales qui ruinent la planète et menacent l'humain. Aujourd'hui la priorité absolue doit aller aux services publics, dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'énergie, des communications, et des transports.

Le CDG Express est un projet discriminatoire et ségrégatif, qui sera réservé à un petit nombre clients aisés, et pénalisera les usagers et habitants de la Seine-St-Denis, de Seine et Marne, de l'Oise, de l'Aisne, ainsi que ceux résidents au sud de la ligne du RER B, puisqu'il ne desservira aucune gare des départements traversés, et affectera la circulation des trains régionaux et des RER. Il n'est pas acceptable que soient privilégiés les 17 000 passagers quotidiens attendus pour le CDG Express au détriment des 9 millions d'usagers quotidiens des transports publics franciliens.

Malgré les oppositions, malgré les questions posées sur l'évolution du transport aérien, sur la relocalisation des productions, le développement des circuits courts, la nécessité d'une réponse forte aux enjeux climatiques, le gouvernement s'obstine à poursuivre ce projet inutile, méprisant ainsi les millions d'usagers quotidiens des transports publics. Il est impératif de répondre aux attentes de ces usagers, qui s'impatientent et qui souffrent des dysfonctionnements liés au manque d'investissements et de la hausse de fréquentation des trains. Outre son impact sur les RER et les transiliens, le CDG Express aura également un impact sur les trains de marchandises, alors même que le fret ferroviaire doit être davantage soutenu pour répondre à l'urgence environnementale, à la lutte contre le réchauffement climatique et les congestions des routes. Il s'agit là d'un non-sens économique et environnemental, alors qu'en Ile-de-France, la part modale du Fret Ferroviaire est inférieure à la moyenne nationale, avec seulement 3 % des marchandises transportées contre 90% par la route.

Tout récemment, il est apparu que SNCF Réseau avait fait le choix scandaleux de reporter ses investissements sur le système Nexteo destiné à améliorer la ponctualité sur les RER B et D, ceci au profit du chantier du CDG Express. C'est scandaleux mais cette priorité donnée au CDG Express sur les transports du quotidien est vraie depuis le début des travaux. Comment, sans augmenter le nombre d'ingénieurs, mener en parallèle deux chantiers d'ampleur ? C'est impossible !

Les usagers et citoyens ne comprennent pas et n'acceptent pas que des travaux prévus pour améliorer leurs transports du quotidien soient arrêtés ou retardés faute de moyens, au profit de ce projet contraire à l'intérêt général, qui va engloutir près de 2,5 milliards d'euros d'argent public. Le président de la SNCF annonce que la crise sanitaire actuelle va faire perdre plus de 2 Milliards d'euros à l'entreprise et demande l'aide de l'État, mais pendant ce temps, SNCF Réseau met plus de 400 millions d'euros dans ce projet CDG Express, aussi dispendieux qu'inutile, et retarde d'autres travaux importants.

Pour l'ensemble de ces raisons, le projet CDG Express doit être définitivement abandonné. Des moyens doivent être déployés pour la modernisation et le développement des transports du quotidien, pour la transition écologique, dans le cadre d'un grand service public des transports.

Il importe que la Région Ile-de-France fasse entendre ces impératifs en exigeant auprès de l'État l'abandon immédiat et définitif du CDG Express. La Présidente de la région avait déclaré vouloir privilégier les transports du quotidien. Le desserrement du calendrier ne change rien, la modernisation du RER B est toujours reléguée. Il est temps d'enterrer ce projet inutile qu'est le CDG Express. Tel est l'objet de cet amendement.

Céline MALAISÉ
Présidente de groupe

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C Malaisé', written over a horizontal line.